A. Secteur des autres industries

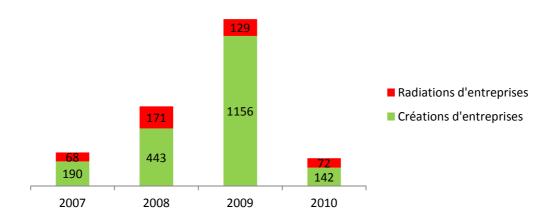


Le secteur des autres industries

I. Diagnostic sectoriel autres industries

1. Le contexte des entreprises

Démographie des entreprises



Ce secteur a bénéficié de l'attractivité des nouvelles activités notamment liées à l'environnement, aux énergies renouvelables et à la maintenance industrielle d'où cette forte progression des créations d'entreprises en 2008 et 2009.

Néanmoins depuis le début de la crise économique de 2008 et la crise sociale de 2009, les entreprises du secteur de l'industrie hors IAA ont enregistré une forte baisse de leur courant d'affaires¹:

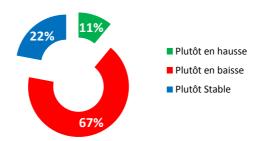
- σ − 21.7% pour les industries de fabrication de matériaux de construction.
- 21.5% pour les industries d'accessoires autos et bateaux.
- 17.5% pour les industries métallurgiques.

Avec la chute de l'activité dans le BTP, les effectifs des entreprises métallurgiques et de l'ameublement ont baissé de 4.5% et de 3.6%.

Cette situation risque de perdurer car les répondants de ce secteur à notre enquête envisagent le développement de leur activité comme suit :

¹ Rapport annuel 2010 IEDOM Edition 2011.

Prévision d'activité



Selon l'opinion de nos répondants, une forte majorité des entreprises des industries hors IAA se trouveraient dans un contexte stratégique de survie.

L'indice d'optimisme des entreprises du secteur Autres industries est de 0.39 par rapport à l'ensemble des entreprises sondées.

2. L'environnement des entreprises

Atouts Faiblesses

Le secteur industriel hors IAA se caractérise par :

- Une activité fortement ancrée sur la fabrication de biens intermédiaires (BTP, environnement, énergie...) et de biens d'équipements (construction navale, industries nautiques, habitat...). En 2009, les entreprises relevant de ces activités constituaient un peu plus de 40% de l'effectif du secteur contre 34% pour les IAA. Les activités liées à la fabrication de biens de consommation se concentrent plus particulièrement dans la chimie, l'emballage, l'imprimerie, le travail du bois...
- Une contribution de 6.5% (2007) dans la valeur ajoutée globale de la Martinique.
- Un effort d'investissement (hors énergie) élevé notamment dans les sous-secteurs carrières, produits minéraux, chimie et matières plastiques.
 Les entreprises ont largement procédé à la mise aux normes et à la modernisation de leurs unités de production.
- La prédominance d'entreprises indépendantes.

aibiesses

<u>L'activité industrielle hors IAA et produits pétroliers</u>:

- Elle est complètement dépendante de la demande intérieure. La dégradation économique des secteurs avals comme le BTP et autres a largement affecté l'activité des entreprises de l'industrie des biens d'équipements et des biens intermédiaires. La crise sociale 2009 et son corollaire économique ont considérablement affecté l'activité des industries de biens de consommation. Les entreprises industrielles hors IAA ont enregistré en 2009 une baisse de plus de 13% de leur chiffre d'affaires. Dans certains soussecteurs la dégradation a été supérieure à 20%. Les exportations en provenance de ces activités sont très faibles (hormis les produits de carrières).
- Elle est plutôt réalisée par des entreprises de petite taille (76%) limitées en ressources tant financières qu'humaines.

<u>Les</u> <u>sous-secteurs</u> <u>de</u> <u>l'énergie</u> <u>(énergies renouvelables) et de l'environnement (traitement et valorisation des déchets, écologie) sont porteurs de développement en termes de :</u>

- Création d'activité, d'entreprises et d'emplois.
- Transfert de technologies et d'innovation.
- Coopération et d'exportation de services (étude, ingénierie, assistance technologique...).

<u>Les entreprises industrielles hors IAA sont pénalisées</u> <u>par</u> :

- Des capacités de production théorique sousutilisées. La situation des ventes sur le marché ne permet pas d'optimiser au maximum le potentiel de production de certaines entreprises.
- Des coûts de production élevés en raison des prix et des conditions d'approvisionnement des matières premières.

Opportunités

<u>L'impact de la gestion des risques naturels constitue</u>:

 Des sources d'opportunités pour l'innovation produit en matière de biens d'intermédiaires et d'équipement pour l'habitat et l'environnement.
 Ces dernières années les industriels ont fait évoluer des gammes de produits intégrant les caractéristiques de normes parasismiques et anticycloniques.

La combinaison des facteurs d'élévation des coûts du transport maritime et des facteurs de développement durable facilite l'émergence et le développement de la production locale de substituts.

- Dans le sous-secteur des plastiques, la gamme de produits moulés et profilés croît avec les tendances à l'équipement de systèmes de récupération des eaux de pluies, de traitement des eaux, de terrasses, de jardins....
- Dans le sous-secteur de la chimie, la prise en compte de la pollution des sols et des impacts sur la biodiversité ouvre la voie à la recherche et à la formulation de nouveaux engrais, de produits biodégradables.

<u>D'autres secteurs offrent de nouvelles opportunités</u> au secteur de l'industrie comme :

- Le tourisme et la pêche pour les sous-secteurs de l'industrie nautique, de la réparation et de la construction navale.
- L'environnement pour la valorisation et le

Menaces

<u>La réduction des sites d'exploitation de carrières pèse</u> sur :

- Le prix des produits en aval (béton, construction...)
- La capacité à faire face à la demande du marché.

<u>L'évolution de la fiscalité (crise de la dette), la révision des mesures d'exonération fiscale et sociale vont affecter</u> :

 La capacité d'investissement et de développement des industries hors IAA.

L'ouverture de la nouvelle écluse de PANAMA :

 Elle va favoriser l'accroissement du trafic maritime. Et par voie de conséquence, l'importation de produits manufacturés notamment d'Asie va réduire le potentiel de développement des industries de biens de consommation hors IAA. recyclage de certains déchets.

 L'équipement de l'habitat (ameublement, décoration, sécurité...) pour le travail du bois et des métaux.

3. L'analyse systémique de la création de valeur des industries.

Facteurs d'influence

La demande des clients :

- Les exigences des acheteurs (publics et privés) en matière de qualité, de sécurité notamment pour les biens intermédiaires et les biens d'équipement obligent les entreprises industrielles à intégrer dans leur fabrication des processus de certification et de normalisation qui font évoluer l'offre de produits et services.
- La commande publique a une forte influence sur l'activité des carrières, la fabrication de matériaux, le travail des métaux et les industries d'équipement.

<u>L'impact de la protection de l'environnement</u>:

 Les exigences de protection de l'environnement constituent un facteur déterminant dans l'évolution de l'offre des entreprises.

<u>Les entreprises ont plutôt des relations économiques</u> clients/fournisseurs entre elles. BtoB

- Les clients des fabricants de matériaux et minéraux sont à 80% des professionnels.
- Dans certaines catégories de fabrication de biens d'équipement, les clients professionnels représentent
 50% des ventes.

<u>La disponibilité des matières premières est la problématique fondamentale des entreprises du fait</u> :

- De la rareté des gisements (minéraux), des contraintes d'acheminement (transport, règlementation).
- De l'importation (coût, fret et services portuaires).

Facteurs de changements

Les changements générés par l'évolution de l'offre se caractérisent par :

- Des processus d'innovation produits, soit dans leur fonctionnalité (manutention, mise en oeuvre...) ou dans leur structure (résistance, attribut, capacité...). Le rythme moyen des évolutions est de 3 ans.
- Des investissements techniques et de modernisation (automatisation des lignes de production, amélioration des process) pour abaisser les coûts de production et améliorer les délais de livraison.
- L'intégration de dispositifs de développement durable (économie d'énergie, émissions CO2, gestion des risques industriels....).
- La coopération interentreprises pour faire face à certaines contraintes ou à des opérations d'exportation dans la Caraïbe.

<u>L'état de l'outil industriel</u>:

 Compte tenu de l'insularité et du coût des équipements, les industriels cherchent à optimiser la maintenance de leurs installations pour réduire les coûts d'entretien et de renouvellement.

Facteurs de compétences

Une progression qualitative des effectifs

- Les opérateurs liés aux activités de process et de structure représentent en moyenne 60% à 70% de l'effectif. La part des agents qualifiés a augmenté de plus de 10% entre 2004 et 2008 (DADS).
- Les emplois à dominante « produits » se spécialisent avec la progression d'opérateurs plus qualifiés.
- Les agents non qualifiés au sein des effectifs salariés des entreprises hors IAA sont passés de 20% en 2007 à 18.50% en 2008 alors que sur la même période, les agents qualifiés sont passés de 42.60% à 44.30% (DADS).

Facteurs de compétitivité

La modernisation des entreprises.

- La croissance moyenne de l'investissement industriel entre 2002 et 2007 a été de 20.40% (AMPI). Si le sous-secteur IAA a été un gros contributeur (15.95%), les entreprises des autres sous-secteurs (hors énergie) ont procédé à d'importantes opérations de modernisation et de mise en conformité de leurs installations notamment dans les activités d'extraction et de transformation des minéraux.
- Les entreprises de fabrication de biens d'équipement ont fait évoluer la technologie de leurs lignes de production avec l'introduction de machines numériques et automatisées.

L'organisation.

- Les agents de maîtrise et les professions intermédiaires représentent 27% de l'effectif salarié de ces entreprises.
- L'autonomisation et la responsabilisation des agents de maîtrise sont des caractéristiques dominantes.

La productivité.

 Dans certaines entreprises de fabrication de biens intermédiaires et de biens d'équipement, l'animation des équipes de production et de vente permet d'impulser la productivité.

4. L'analyse de la performance globale des entreprises industrielles.

Performance économique

La Valeur ajoutée²

- Les activités développées par les entreprises du secteur industriel hors IAA sont essentielles à la vie économique martiniquaise. La production de ces entreprises est totalement intégrée. Il n'y a pas de sous-traitance.
- Le taux moyen d'intégration de VA globale (données EAE 2004) est de l'ordre de 22% pour les industries de produits minéraux, 33% pour les industries de la chimie et matières plastiques, 26% pour la construction et réparation navale, 27% pour l'industrie du bois, 29% pour les industries de biens de consommation.
- La valeur ajoutée moyenne (VAM) par personne occupée³ dans les industries hors IAA varie de 40 000
 € à 90 000 € suivant les activités.

Performance sociale et solidaire

Sécurité Santé au travail

- Dans le secteur des industries hors IAA, c'est surtout le sous-secteur du travail du bois qui a l'indice de sinistralité le plus élevé. Il est passé de 39 à 37 en 2009.
- De 2006 à 201, 24 entreprises ont conventionné avec la CGSS dans le cadre d'un contrat de prévention des risques au travail.
- La formation des salariés et des chefs d'entreprises reste l'un des leviers essentiels de la prévention et de la maîtrise des risques.
- La CGSS met à disposition des entreprises des formations gratuites pour acquérir des compétences nécessaires de la sécurité santé au travail.

Démarches Qualité

 Afin de se distinguer dans la concurrence et renforcer leur notoriété auprès des clients, quelques entreprises se sont engagées dans des processus qualité se traduisant par des certifications iso 9001 et 14001.

Dialogue social

 Certaines entreprises se réfèrent à des conventions sectorielles pour la gestion de leurs relations sociales.

² La valeur ajoutée est le revenu global tiré de l'activité de l'entreprise. Elle donne une indication sur la valorisation de l'activité de l'entreprise. Le ratio VA (valeur ajoutée)/CA HT (chiffre d'affaires HT) permet d'apprécier l'importance des transformations directes opérées par l'entreprise (avec ses ressources matérielles et humaines) dans le processus de fabrication des produits vendus. Plus le taux est élevée, plus la valeur ajoutée du produit vendu est élevée.

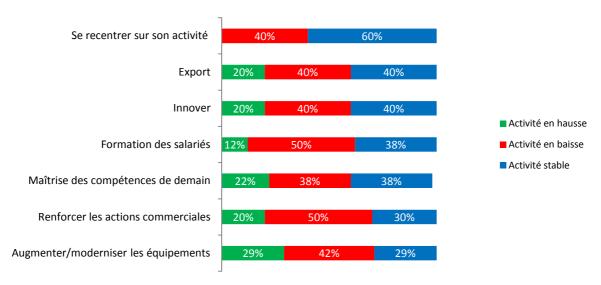
³ La valeur ajoutée moyenne par personne occupée dans l'entreprise est un ratio de productivité. Il donne une indication sur la structure des emplois en qualité (compétences, qualifications, rémunérations) et en quantité (effectif).

II. Etat des besoins des entreprises des autres industries.

1. Les leviers de pilotage

Les leviers de pilotage retenus par les entreprises des industries hors IAA par rapport à leur perspective d'activité sont :

Actions de pilotage/Activité



Constats:

a) <u>Les entreprises en situation de croissance (pavé):</u>

Elles vont privilégier :

- L'investissement, 30% de réponses.
- La maitrise des compétences de demain, 22% de réponses.

Le renforcement des actions commerciales, l'innovation et l'export sont des leviers de deuxième ordre (20% de réponses par item).

La formation ne recueille que 12% de réponses.

b) <u>Les entreprises en situation de survie (pavé</u>)

Leur situation étant tellement délicate que tout est important et prioritaire.

- Renforcer les actions commerciales : 50% de réponses.
- La formation des salariés : 50% de réponses.
- Investir: 42% de réponses.

Peuvent être considérés comme <u>les leviers prioritaires</u> pour piloter l'activité des entreprises en situation de survie.

- Innover, Se recentrer sur son activité, envisager l'exportation : 40% de réponses pour chaque item.
- La maîtrise des compétences de demain, 38% de réponses.

Constituent des leviers stratégiques <u>de deuxième ordre</u> pour faire face à la situation de ces entreprises.

c) Les entreprises en situation d'activité stable (pavé) :

Dans cette catégorie, la priorité qui se dégage est :

Se recentrer sur son activité : 60% des réponses.

Les entreprises devront aussi se concentrer sur :

- *l'innovation : 40%* de réponses.
- *L'export : 40%* de réponses.
- La maîtrise des compétences de demain : 38% de réponses.
- La formation des salariés : 38% de réponses.

Le renforcement des actions commerciales (30% de réponses) et l'investissement (29% de réponses) sont des axes de troisième ordre.

Les entreprises placées dans un **contexte stratégique d'ajustement** <u>vont plutôt déployer en priorité l'un ou les axes de deuxième ordre.</u>

Celles qui sont dans un **contexte stratégique de défense** vont plutôt <u>se recentrer sur leurs</u> <u>activités et peut-être envisager la formation de leurs salariés en fonction des besoins.</u>

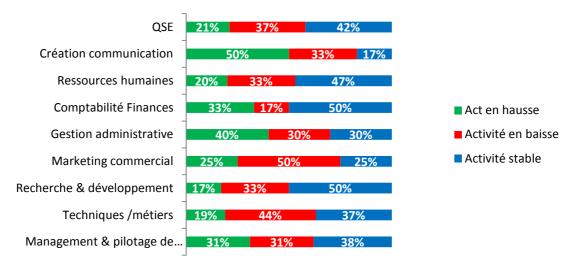
2. La demande en compétences et de formation dans les autres industries.

A la question « Pour répondre aux évolutions (marché, technologies, départs à la retraite), de quelles compétences aurez-vous besoin dans les 3 prochaines années ? », les réponses enregistrées par l'enquête en ligne confirment notre analyse sur le pilotage stratégique des entreprises suivant leur situation d'activité.

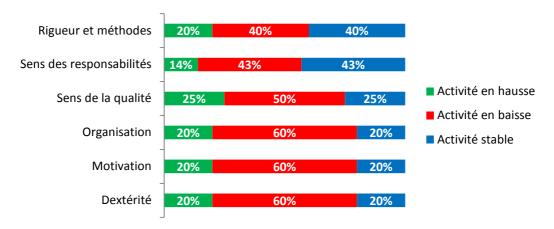
67% des répondants prévoient une forte baisse de leur activité. Leurs entreprises seront dans un contexte stratégique de survie. En conséquence, elles vont se concentrer sur la redynamisation de leurs actions commerciales et la formation de leurs salariés pour optimiser leurs capacités et tenter de retrouver un équilibre économique satisfaisant.

En effet nous constatons que les besoins de compétences, qui se dégagent, sont :

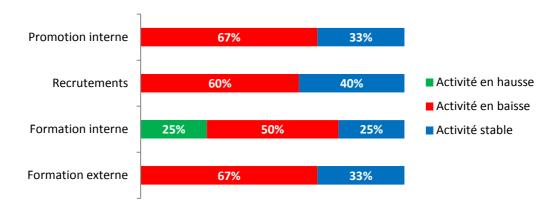
Besoins de compétences seuil Autres Industries



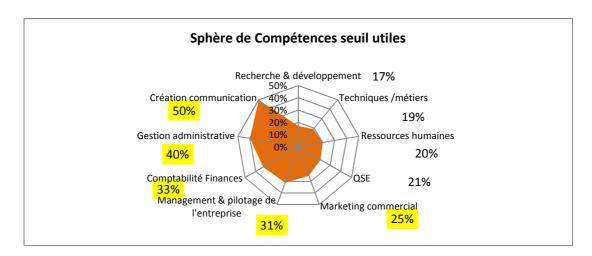
Demande en compétences sociales autres industries



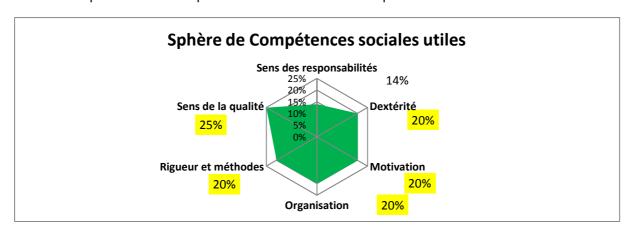
Mode de régulation des besoins de compétences autres industries



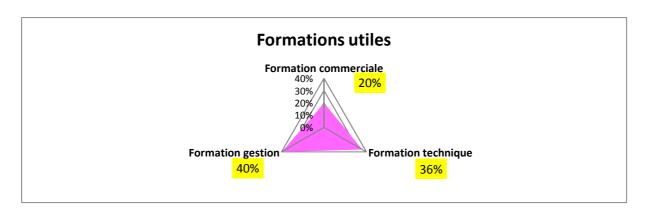
- 3. Pilotage de la performance par les compétences dans les autres Industries hors IAA.
- a) <u>Les entreprises en situation de croissance (pavé):</u>



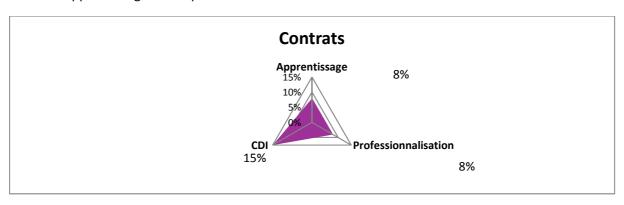
- Dans un contexte stratégique de croissance, le renforcement des performances de l'entreprise s'appuierait principalement sur des compétences en Création communication Gestion administrative Comptabilité Finances Management & pilotage de l'entreprise Marketing & commercial.
- Les qualités et les comportements attachés à ces compétences sont :



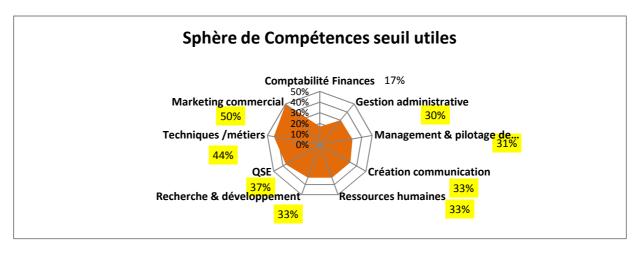
Les formations envisagées relèvent des domaines de compétences ciblées pour l'accroissement des performances de l'entreprise. Les formations à la gestion présentent un intérêt élevé.



Dans le cadre de recrutements potentiels, les entreprises en situation de croissance privilégieraient les CDI. Néanmoins, elles accorderaient une certaine attention à l'apprentissage et à la professionnalisation.

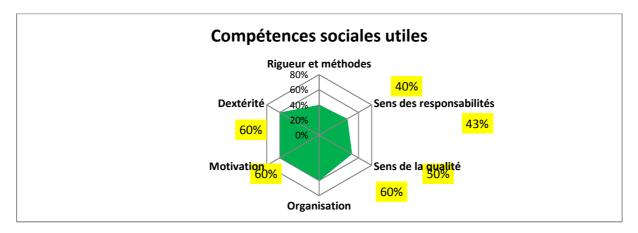


b) Les entreprises en situation de survie (pavé

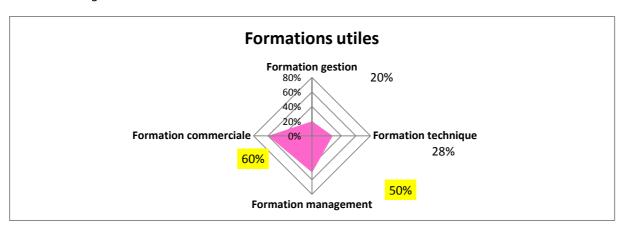


- Dans un contexte stratégique de survie, le pilotage de la performance des entreprises consistera à puiser dans ses ressources internes de nouvelles sources de compétences pour redynamiser sa compétitivité.
- Dans ce cadre la sphère de compétences utiles est large. La quasi-totalité des grandes fonctions de l'entreprise est concernée par cette revue de compétences.

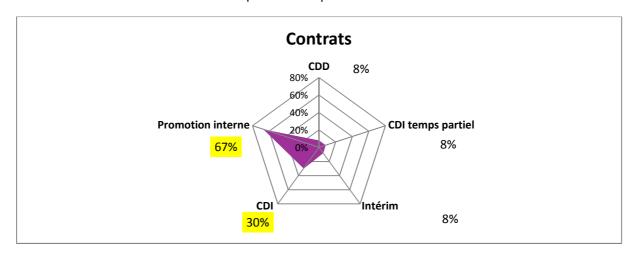
L'objectif de l'entreprise étant d'améliorer son efficacité compétitive, une forte mobilisation des ressources humaines est requise en s'appuyant sur des compétences comportementales élevées :



Dans ce contexte, une priorité est donnée à la formation commerciale et à la formation au management.

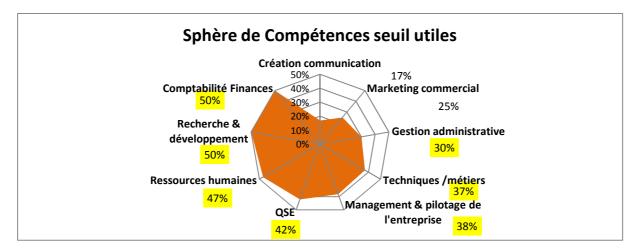


Les modalités de recrutement potentiel se présentent comme suit :

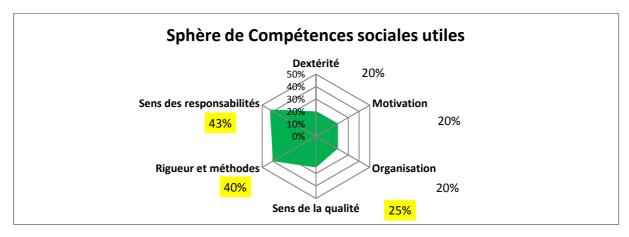


Dans un contexte stratégique de survie, l'entreprise s'orientera dans la recherche de nouvelles sources de compétences dans les réserves de compétences de ses collaborateurs. Les entreprises industrielles hors IAA vont privilégier la promotion interne et en cas de besoin un recrutement en CDI pour obtenir de l'opérationnalité immédiate.

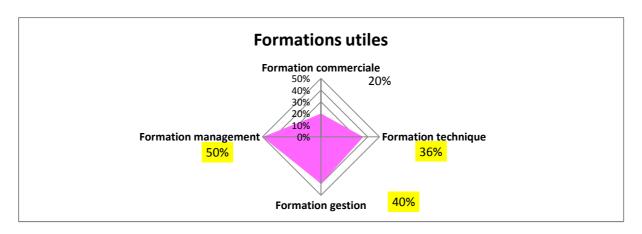
c) <u>Les entreprises en situation d'activité stable (pavé) : </u>



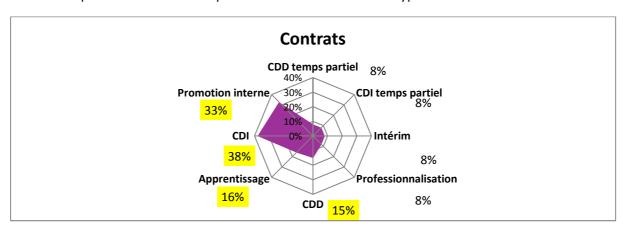
- Dans un contexte stratégique d'ajustement de la compétitivité de l'entreprise par rapport à une stagnation de son activité, le pilotage de la performance des industriels hors IAA s'appuiera sur le renforcement des compétences process (recherche-développement, techniques/métiers) et des compétences support (comptabilité finance, management des ressources humaines, management & pilotage de l'entreprise).
- Dans un contexte stratégique de défense des positions de l'entreprise sur un marché atone, les entreprises industrielles hors IAA viseront à accroître leur performance dans les domaines de la gestion de la qualité, la sécurité et l'environnement ainsi que dans les domaines de la gestion financière, la gestion administrative et du marketing.



- En situation de stagnation de l'activité des entreprises industrielles hors IAA, la mobilisation des ressources humaines se fera autour des valeurs individuelles : sens des responsabilités, rigueur et méthodes, sens de la qualité.
- Le renforcement des compétences s'appuiera sur des formations au management, à la gestion et techniques métiers.

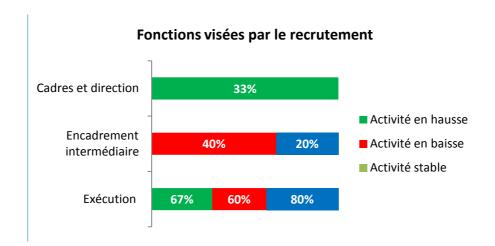


La sphère de recrutement potentiel vise des contrats du type :



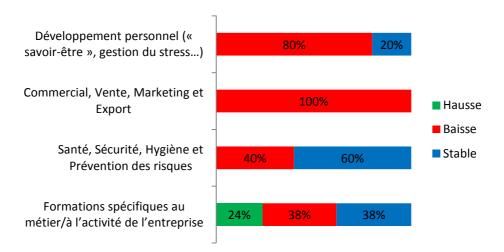
Les entreprises seraient favorables au recrutement d'apprentis. Néanmoins la priorité est donnée au recrutement externe en CDI et à la promotion interne.

d) Les fonctions visées par le recrutement dans les autres industries :



4. Les axes de formation

La demande de formation



- Les entreprises en situation de croissance vont juste se concentrer sur les formations techniques/métiers.
- Les entreprises en situation de baisse d'activité vont profiter du contexte pour renforcer les compétences de leurs salariés par la formation dans tous les domaines prioritaires (compétences seuil et compétences sociales).
- Les entreprises en situation d'activité stable vont renforcer les domaines de compétences des salariés faisant défaut (compétences seuil, compétences sociales).

III. Enjeux et prospective pour l'emploi dans les autres industries.

1. Les industries de produits minéraux

L'avenir de cette industrie, essentiellement tournée vers la fabrication de biens intermédiaires pour les besoins du marché intérieur, est impulsé par :

La disponibilité de ressources exploitables par rapport aux contraintes d'espaces urbains, d'environnement et de transport de matériaux.

Le schéma départemental des carrières de la Martinique approuvé par arrêté préfectoral du 04 décembre 2006 a défini *5 objectifs prioritaires* pour :

- Assurer l'approvisionnement en matériaux de carrières sur 20 ans.
- Favoriser une utilisation rationnelle des matériaux en privilégiant le recyclage des déchets du BTP et autres. A ce titre des déchetteries ont été mises en place et une unité de recyclage a vu le jour.
- *Minimiser les nuisances dues aux transports de matériaux.* Des études sont en cours sur les possibilités de transport par barges.
- Améliorer l'intégration des carrières dans l'environnement. Des opérations de revitalisation et d'embellissement de sites (non exploités et exploités) ont déjà été réalisées.
- Organiser l'espace et communiquer. Les espaces communautaires ont entrepris un certain d'actions pour accompagner l'aménagement urbain et favoriser l'information.
- L'évolution des besoins démographiques (logement, infrastructures...), des besoins d'entretien et de renouvellement (rénovation...).

La révision des mesures de défiscalisation et son corollaire sur l'activité du BTP ont altéré les sollicitations croissantes enregistrées par ce secteur avant 2008.

2. Les industries de la métallurgie

Avant l'entrée dans l'ère de la crise (2008-2009), cette industrie a enregistré une évolution croissante de son chiffre d'affaires, de sa valeur ajoutée et de ses effectifs au point d'être considérée comme le premier secteur de l'industrie avec 73% du chiffre d'affaires et 78% des entreprises (source AMPI).

Les activités de cette industrie sont à forte propension de main d'œuvre. C'est le deuxième secteur (hors énergie et IAA) en termes d'effectif.

L'avenir des entreprises de cette industrie dépend des grands enjeux du moment :

- La concurrence internationale via les importations directes de produits finis en provenance de pays à bas coûts de production.
- L'amélioration de leur compétitivité dans un univers concurrentiel intérieur accru par le repli du marché.
- L'accès aux matières premières dans des conditions acceptables de coût de revient (prixtransport-services portuaires).
- La veille technologique pour intégrer des innovations en matière de procédés et de produits.
- La prise en compte des facteurs de développement durable dans leur production et dans leur fonctionnement.

3. La construction et la réparation navale

Avec le lancement de la défiscalisation première génération (Loi PONS), de nouveaux promoteurs se sont engagés dans cette activité autrefois tournée vers la pêche.

Des unités de fabrication industrielle ont vu le jour et favorisé la création de valeur ajoutée élevée (valeur ajoutée moyenne par personne occupée > à 80 000 €) par la réalisation de produits techniques élaborés (bateaux de pêche, bateaux de plaisance, accessoires de bateaux, voiles...).

Parallèlement les activités de réparation navale se sont accrues. Au-delà du Bassin Radoub, des zones d'activités se sont développées autour des marinas et des ports de plaisance au Marin, à Case Pilote, à Fort de France, au Robert....

Le développement de ces activités a généré des transferts de technologies à la source de besoins de compétences et de création d'emplois.

L'avenir de ce sous-secteur est lié :

- Au développement de la plaisance dans toute la zone Caraïbe qui attire une part de la demande internationale.
- Au développement de la plaisance en Martinique notamment avec l'ouverture prochaine du port de l'Etang ZABRICOT.
- A la qualité des infrastructures et des services. La notoriété des infrastructures actuelles de la Martinique semble être très appréciée. Le marché est jugé porteur. Néanmoins des professionnels se plaignent de l'insuffisance de ressources en matière de compétences disponibles.

4. Les industries du bois et de l'ameublement

Autrefois structuré autour de scieries et de petites unités artisanales exploitant principalement la ressource locale (mahogany et autres), ce sous-secteur a connu une modernisation portée par

l'installation d'entreprises de fabrication industrielle de charpentes, de menuiseries et de meubles à partir de bois tropicaux importés pour la plupart.

Après avoir connu une période de croissance régulière pendant une certaine période, le secteur connait de grandes difficultés liées au retournement de l'économie en général (baisse des commandes et du pouvoir d'achat) entrainant la fermeture d'entreprises et la perte d'emplois.

L'avenir de cette industrie est fortement confronté aux enjeux majeurs de :

- Marché pour les biens de consommation. Le segment de marché visé par l'ameublement en bois noble est pratiquement saturé. D'autre part les nouvelles tendances en matière d'ameublement et de décoration réduisent la part de l'offre traditionnelle locale.
- Commande pour les biens d'équipement. La contraction de la demande privée et publique notamment dans le secteur de la construction réduit le potentiel de développement des entreprises.

5. Les industries de la chimie et du papier

Orientées vers la fabrication de biens intermédiaires et de biens de consommation, ces industries ont réussi à hisser leurs productions au niveau des standards des produits concurrents (importés) et façonner leur marché sur la proximité (adaptation des produits aux usages).

A ce titre les produits de peinture fabriqués localement en sont un exemple de compétitivité produits sur des segments de marché importants.

De même les entreprises du secteur de l'imprimerie ont réalisé des efforts de modernisation importants pour intégrer tous les développements liés à l'évolution technologique de cette filière.

L'enjeu principal de l'avenir de ces industries se situe autour de :

- La prise en compte du cycle de vie des matériaux utilisés par rapport aux attentes environnementales.
- La question de l'écoconception des produits fabriqués pour réduire leurs nuisances en fin de vie ou faciliter leur recyclage.

6. Les éco-industries

C'est un secteur émergent qui se développe autour des activités de traitement de déchets, de l'eau, de la pollution et des énergies renouvelables.

Sur les 20 dernières années, des filières de recyclage et de valorisation de déchets se sont structurées.

Aujourd'hui le secteur des énergies renouvelables est en vogue notamment avec le projet d'énergie marine. Impulsé par les évolutions réglementaires, le potentiel de croissance des éco-industries dépend :

- Pue l'accès aux technologies de captation de la ressource.
- Du coût de traitement des gisements exploitables.

7. Les enjeux de l'industrie hors IAA

Défis

Le défi du développement endogène

- Hormis les entreprises de fabrication de matériaux de construction, les industries hors IAA sont dans un processus de transformation « import-substitution ». Généralement ces entreprises sont obligées d'importer une matière première le plus souvent élaborée pour répondre aux contraintes de mise en œuvre ou d'utilisation des produits qu'elles fabriquent. Le défi du développement endogène est au niveau du degré de conformité et d'adaptabilité à intégrer dans la production ou dans les produits par rapport aux exigences locales (développement durable...).
- L'autre défi est de pouvoir maintenir un niveau élevé de compétitivité sachant que le coût d'accès aux matières premières est un handicap important. Cette source de compétitivité supplémentaire est à rechercher dans leur ancrage territorial, dans leur notoriété, dans l'image et la qualité de leur production.

Le défi de l'excellence

- Les entreprises des industries mécaniques, de la construction et de la réparation navale ont prouvé leur capacité à générer de la valeur ajoutée élevée. Elles sont sur des niches dont le potentiel dépend de leur capacité d'adaptation à une demande finale ou intermédiaire exigeante notamment dans le secteur de la maintenance industrielle (réparation navale, chaudronnerie, services aux industries).
- L'exploitation de l'énergie marine serait une opportunité intéressante pour les entreprises du secteur mécanique. D'autre part l'exploitation du gisement pétrolier de la Guyane peut être aussi une opportunité pour des entreprises de maintenance industrielle et autres qui ont déjà une certaine expérience d'interventions sur les usines d'EDF et de la raffinerie. Le défi réside dans leurs capacités d'anticipation en termes de positionnement commercial et d'accroissement

Chances

Le dynamisme des entreprises industrielles

- Pour rivaliser avec la concurrence extérieure, les entreprises locales ont depuis longtemps pris le parti de l'intégration de ressources technologiques de pointe pour optimiser leur process de production.
- Fortes de leur organisation au sein de l'AMPI, elles ont réussi à faire valoir leur savoir-faire à travers la marque ombrelle PIL. Elles ont gagné en reconnaissance, en notoriété et en action contributive à l'économie générale du territoire.

<u>La certification des entreprises et la labellisation des produits.</u>

 Les actions de notoriété et de conquête de parts de marché ont conduit des entreprises à s'engager dans des processus de certification qualité (iso 9001, iso 14001) et de labellisation de leurs produits suivant des normes de fabrication (NF et autres). Ces démarches traduisent les efforts de modernisation intégrés dans les organisations de ces entreprises.

Le soutien des pouvoirs publics.

- Les industriels ont réussi à obtenir la prise en compte de leur handicap structurel dans l'exploitation de leurs activités avec l'aide au fret et les mesures d'exonération partielles fiscales et sociales.
- Le dispositif d'aides régionales et européennes participe au financement des investissements, de la recherche et de transfert de technologies.
- <u>La SAGIPAR⁴</u>: Société de capital investissement dotée de fonds publics et de fonds privés. Elle intervient dans le cadre du renforcement des capitaux propres d'entreprises en création, en développement et en transmission ayant un fort potentiel de croissance.
- Avec la mise en œuvre des fonds d'investissement de proximité, c'est une nouvelle source de

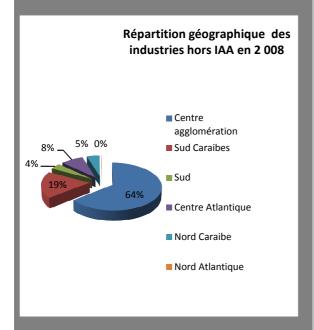
_

⁴ SAGIPAR : Société Antilles Guyane d'Investissement et de Participations

de leurs compétences pour s'intégrer dans les filières de sous-traitance spécialisée.

Le défi de l'emploi

• Répartition géographique de l'emploi (CGSS).

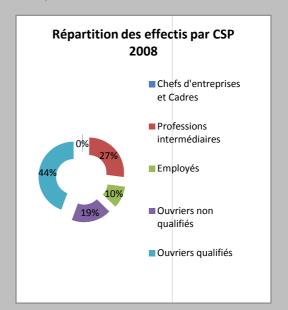


- Si le Centre Agglomération demeure la zone la plus peuplée d'entreprises industrielles hors IAA, les autres zones sont pourvues d'entreprises dont les activités sont en lien avec l'implantation géographique (ex. réparation navale...).
- La structure des emplois dans les industries hors
 IAA:

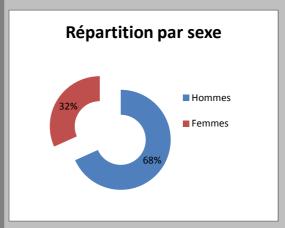
financement qui est offerte aux entreprises pour renforcer leurs moyens de développement.

La ressource humaine

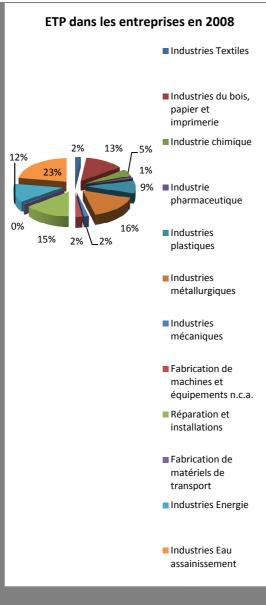
 La Répartition des effectifs par CSP (source CGSS 2008)



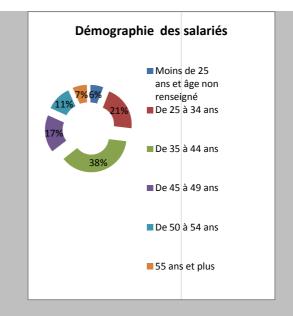
Répartition par sexe



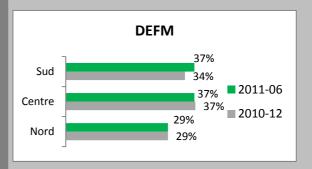
• Démographie des salariés



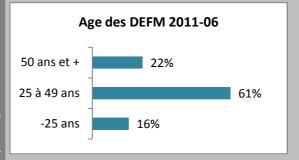
- Les métiers les plus recherchés sont : réalisation de menuiserie bois et tonnellerie (229 DE), soudage manuel (108 DE) et réalisation de meubles en bois (70 DE).
- Peu de femmes inscrites (23% contre 60% pour l'ensemble des métiers).



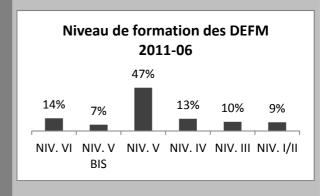
• Les demandeurs d'emploi



• Age des demandeurs d'emploi



• La qualité des demandeurs d'emploi



8. La maîtrise des compétences de demain

Près de 3 emplois sur 4 dans le secteur des industries hors IAA relèvent d'une qualification professionnelle.

Entre 2007 et 2008, l'effectif salarié qualifié a augmenté de 6% alors qu'en même temps celui des non qualifiés diminuait de 5%. De même les effectifs des professions intermédiaires avaient augmenté de plus de 3% (DADS).

Le développement des technologies et l'évolution des métiers industriels requièrent de plus en plus des emplois qualifiés. Les entreprises sollicitent de leurs salariés la mise en œuvre de compétences pointues pour s'adapter notamment aux exigences en matière de développement durable.

L'évolution des compétences s'affirmera dans les activités : technique, achat, étude, recherchedéveloppement, logistique, hygiène, qualité, sécurité, environnement, vente.

La compétitivité des entreprises sera particulièrement liée aux compétences des salariés.

« Côté industrie, l'innovation technique et scientifique restera un ressort essentiel du développement économique. "L'industrie est au cœur des enjeux sociétaux d'avenir : l'énergie, les nouvelles technologies, la santé ou le développement durable, note <u>Maurice PINKUS</u>, directeur délégué de l'**UIMM (Union des industries et des métiers de la métallurgie)**. Pour tous ces secteurs, nous avons besoin de nouveaux produits, donc d'une industrie qui exige des compétences de haut niveau."

Cap vers une double compétence

« Globalement, le niveau de qualification requis va continuer à s'élever. De plus, quel que soit le secteur visé, les jeunes diplômés doivent se préparer à exercer plusieurs fonctions dans la même branche. Même au sein d'une même entreprise, la mobilité professionnelle devrait s'imposer à tous. Le simple savoir technique n'aura plus la part belle. Dans l'industrie par exemple, les candidats privilégiés seront ceux qui, en plus d'une formation scientifique de haut niveau, auront acquis des connaissances en management. "La spécialisation, c'est fini, souligne Jean-Paul HAUTIER, directeur général d'Arts et Métiers PARIS TECH. Les ingénieurs vont se retrouver en position de force parce que ce sont des hommes et de femmes de systèmes qui savent gérer la complexité et l'approche pluridisciplinaire." Une bonne raison de miser sur une diversification de ses compétences et de ses diplômes! »

Compétences seuil	Compétences critiques
Production:	<u>Production</u> : Polyvalence et poly-compétence
 Utilisation d'équipements et de machines dotés de process technologique complexes et sensibles. 	• <u>Compétences techniques additionnelles</u> :
	→ Contrôle qualité de la production.
 Enrichissement des applications métiers liés aux nouveaux procédés, matériaux et produits. 	→ Veille et gestion des coûts techniques (pannes, consommation d'énergie)
Contrôle et process :	→ Maintenance primaire des équipements.

- Qualité des approvisionnements, gestion des procédures
 d'hygiène, de traitement de la fin de vie des produits, traçabilité, protection de l'environnement.
- Expertise technique

<u>Marché</u> :

- Spécification et certification des produits.
- Développement commercial et SAV.

• Compétences sociales et culturelles :

- → Maîtrise des TIC, compréhension des procédures et instructions, rigueur, méthode, adaptabilité et sens de l'observation, réactivité et autonomie.
- → Travail en équipe, partage de valeurs professionnelles et sociétales, participation et implication.

<u>Marché: Approvisionnement, logistique et vente</u> **Diplomatie et technicité.**

Compétences techniques additionnelles :

- → Maîtrise des coûts, négociation, veille.
- → Organisation et gestion (stocks, délais, partenariats, actions commerciales...)
- → Connaissance technique en marketing & communication.

Compétences sociales et culturelles :

- Résistance, Motivation, ténacité, rigueur et contrôle de soi.
- → Langage, écoute, aisance relationnelle, sens de l'organisation, disponibilité.
- → Partage de valeurs sociétales RSE.

<u>Process</u>: Expertises

Compétences techniques additionnelles :

- → Connaissance technique et scientifique
- → Veille technique et réglementaire.
- → Gestion des risques et aléas.

Compétences sociales et culturelles :

- → Planification, sens de la communication, rigueur, disponibilité...
- → Esprit d'innovation...
- → Autonomie